

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Geneviève NOOTENS, *Désenclaver la démocratie. Des Huguenots à la paix des Braves*. Montréal, Les Éditions Québec Amérique, 2004, 168 p.

par Sébastien Malette

Laval théologique et philosophique, vol. 62, n° 1, 2006, p. 183-185.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/013585ar>

DOI: 10.7202/013585ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Quinn (1940-2004) — auteur disparu prématurément — explore certaines questions d'épistémologie pouvant émaner de la philosophie religieuse. Quinn y définit l'épistémologie religieuse comme étant « l'épistémologie des croyances religieuses prises distinctement », c'est-à-dire en séparant les différentes traditions religieuses, même au sein du monothéisme (p. 514). L'auteur élabore ensuite un questionnement qui touche les dimensions sociales de la théologie et la question de la laïcité, qu'il juge à la limite de la philosophie religieuse (p. 513). Ainsi, « doit-on exclure les références religieuses de l'espace public ? », demandait d'emblée Philip Quinn. Sa réflexion se poursuit par un examen détaillé de quelques ouvrages d'Alvin Plantinga portant sur la foi chrétienne, à partir du problème du doute quant à l'existence de Dieu (p. 531).

On comprendra que cet *Oxford Handbook of Epistemology* n'est peut-être pas destiné à tous les étudiants de premier cycle universitaire et ne prétend pas servir d'initiation à l'épistémologie. Il s'agit plutôt d'une réflexion large et approfondie sur certaines questions d'épistémologie et d'histoire des idées philosophiques, destinée en priorité aux chercheurs déjà familiers en ce domaine. Il est possible que certaines formulations et démonstrations mathématiques des chapitres 3 et 19 paraissent particulièrement exigeantes aux yeux des non-initiés. Néanmoins, l'ouvrage proposé par Paul Moser impose le respect, autant par son format que par son ambition théorique et son ouverture interdisciplinaire. J'estime que plusieurs chapitres conviendraient parfaitement à alimenter la bibliographie d'un séminaire de recherche au niveau de la maîtrise ; certains passages pourraient inspirer utilement le cadre théorique d'une thèse, et ce dans plus d'une discipline. Les auteurs ayant contribué à ce collectif sont relativement peu connus des lecteurs francophones, sauf peut-être Laurence Bonjour, Richard Foley, Ernest Sosa, John Greco. On notera toutefois que l'ensemble des 20 auteurs réunis ici proviennent tous d'universités situées aux États-Unis, ce qui réduit sans doute les perspectives et les horizons de référence. Ainsi, on y mentionne très peu d'auteurs français, à part Descartes, Pascal et, au passage, Lavoisier (p. 403) et Émile Durkheim (p. 532). Mais on ignore complètement, tant dans les chapitres que dans la substantielle bibliographie générale, les contributions de Michel Foucault ou même de Gaston Bachelard, ce qui semblerait improbable dans un ouvrage européen sur le même sujet.

Cet *Oxford Handbook of Epistemology* existe également dans une version économique avec une couverture souple, parue récemment¹. On ne saurait toutefois confondre ce livre avec un autre ouvrage de plus de mille pages, plus difficile à trouver, paru par la suite chez Kluwer sous un titre similaire : le *Handbook of Epistemology*, sous la codirection du Finlandais Illka Niiniluoto².

Yves LABERGE

Institut québécois des hautes études internationales, Québec

Geneviève NOOTENS, **Désenclaver la démocratie. Des Huguenots à la paix des Braves**. Montréal, Les Éditions Québec Amérique, 2004, 168 p.

Ce livre de Geneviève Nootens part du postulat que les processus liés à la mondialisation mettent en évidence les insuffisances d'un exercice démocratique confiné à l'intérieur des frontières étatiques, alors que nous assistons à la multiplication d'autres lieux de pouvoir ayant de plus en plus

-
1. Paul K. MOSER, éd., *The Oxford Handbook of Epistemology*, New York, Oxford, Oxford University Press (coll. « The Oxford Handbook Series », 2005, XI-595 p. Seul le n° du ISBN a changé dans la réédition : 0-19-530170-6.
 2. Illka NIINILUOTO, Matti SINTONEN, Jan WOLENSKI, dir., *Handbook of Epistemology*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 2004, 1064 p.

d'influence sur l'existence des individus. L'auteur entreprend conséquemment l'articulation d'une critique normative du modèle de l'État, non seulement en lien avec le contexte de mondialisation, mais également du modèle de l'État lui-même, dont plusieurs principes et contraintes associés à son fonctionnement demeurent difficilement justifiables d'un point de vue moral et politique (p. 15).

Soulignons d'entrée de jeu que Nootens n'est pas un apôtre de la « mort » de l'État, ou du remisage définitif des catégories normatives par lesquelles nous pensons le politique. L'auteur se propose plutôt de dénouer certaines associations liées à notre compréhension du politique afin d'articuler de nouveaux lieux de solidarité et de participation citoyenne devant coïncider avec l'émergence de nouveaux espaces civiques supranationaux. Ce faisant, Nootens critique tour à tour certaines thèses du nationalisme, du multiculturalisme et du cosmopolitisme libéral, en circonscrivant plus particulièrement trois aspects de l'identité politique, soit « la manière dont les identités sont politisées, la nature des liens de coopération et de solidarité, et les modalités et formes de stabilisation de la dynamique d'ouverture et de fermeture autour de nouveaux repères [normatifs] » (p. 164). Désirant explorer le potentiel de nouvelles catégories normatives et politiques comme l'identité plurielle, la souveraineté différenciée et le pluralisme juridique, l'auteur soutient la possibilité d'élaborer une conception du politique qui réconcilierait la prise en charge d'enjeux supranationaux et la protection des minorités nationales et des nations minoritaires, en explorant la solution d'une démocratie dont le modèle serait multiscalaire.

Pour y parvenir, Geneviève Nootens critique d'abord le modèle de l'État-nation à travers trois de ses concepts clés, soit : la « citoyenneté », l'idée de « nation » et la « souveraineté territoriale ». En bref, l'imbrication de ces concepts au sein de ce qui devient « l'État national territorial souverain » offre, selon l'auteur, un portrait d'une identité politique monolithique et exclusive qui n'a jamais représenté exactement la réalité multiforme des différentes allégeances et loyautés des individus. En fait, l'auteur montre que ce type de construction nationale se fit généralement au prix de l'assimilation plus ou moins forcée des minorités nationales et culturelles, qui se virent nivelées sous le poids d'une souveraineté conçue comme indivisible et absolue, et par son corollaire qu'est l'imposition d'une identité homogène, où l'individu devient le sujet juridique d'un constitutionnalisme régi par la majorité. C'est donc l'idée d'une communauté ou d'un *demos* homogène préétabli, devant coïncider parfaitement avec les appareils de l'État national, qui se voit solidement ébranlée ici par l'auteur.

Or, à la lumière des processus liés au phénomène de la mondialisation, cette première critique du modèle de l'État national ne fait qu'annoncer les insuffisances de celui-ci face aux enjeux qui se profilent sur le plan international. En effet, Nootens développe l'idée que les pressions exercées par la multiplication des lieux de pouvoir, dont l'imputabilité est difficilement circonscriptible au niveau étatique, provoquent une crise de légitimité des institutions démocratiques et la croissance d'un cynisme grinçant à l'égard du politique. L'auteur fait particulièrement bien ressortir la dynamique de déterritorialisation et de reterritorialisation des lieux de pouvoir que provoquent les nouveaux développements socio-économiques traversés par la compression de l'espace-temps propre au phénomène de la mondialisation ; des développements qui échappent de plus en plus au contrôle démocratique, laissant les individus et les peuples sans véritable ressource pour resserrer le contrôle qu'ils exercent sur leurs propres destinées.

Ici ne nous y trompons pas : la solution de resserrer le contrôle démocratique au sein des États n'esquive pas aussi facilement les critiques faites au modèle de l'État national par l'auteur. En effet, Nootens illustre bien que nous sommes déjà passés d'un régime classique de souveraineté à ce que l'on pourrait appeler un « constitutionnalisme supranational », dont les multiples foyers d'apparition défendent actuellement des principes régulateurs de plus en plus globaux. Par conséquent, puisque

l'idée d'une « communauté de destin » se voit de plus en plus catapultée à l'extérieur des sphères de solidarité strictement étatiques par l'impulsion d'enjeux globaux (humanitaires, économiques et environnementaux par exemple), il devient d'autant plus urgent, selon l'auteur, de conceptualiser une représentation politique stratifiée qui permette l'articulation d'une justice à l'échelle mondiale, et ce, à travers la coexistence d'ordres juridico-politiques distincts. C'est ainsi que Nootens vient à défendre l'idée d'une souveraineté différenciée, opérant un partage des pouvoirs en fonction des types de problèmes qui nécessite, selon le cas, une compétence transétatique, régionale, étatique ou locale, suivant le principe de subsidiarité.

En somme, ce livre très bien écrit, qui a le mérite d'une grande clarté conceptuelle et d'une concision remarquable, se veut une contribution importante aux travaux sur le sujet en philosophie politique contemporaine. Bien sûr, le propos de Nootens demeure à un niveau d'abstraction assez élevé, et ce, malgré les efforts notables que déploie l'auteur pour situer les origines socio-historiques, donc contingentes, des concepts politiques qu'elle critique. On peut par exemple se demander quels seront la place et le rôle de l'État au sein d'une démocratie multiscalaire ; ce dernier ne devient-il qu'un échelon consultatif parmi tant d'autres ? Cette position semble en effet problématique si l'on anticipe l'antagonisme pouvant se dessiner entre des intérêts nationaux et des intérêts globaux, et que l'on veuille éviter à tout prix la subordination d'un ordre juridique à un autre. Formulé d'une façon plus concrète, on peut se demander quelle institution aurait la légitimité et la « neutralité » d'arbitrer les litiges à l'intérieur du processus de consultation multiscalaire ? On le voit, les solutions de rechange que propose Nootens ne manquent pas de poser elles-mêmes des difficultés. Quoiqu'il en soit, le livre de Nootens demeure une mine de réflexions féconde, qui, en dernière instance, a l'immense mérite de poser la question de savoir jusqu'où on peut critiquer le modèle de l'État sans compromettre sa continuité. Car, il faut bien reconnaître que les alternatives juridico-normatives que propose Nootens ne sont pas qu'un simple plaidoyer en faveur du cosmopolitisme ; elles sont les conséquences directes d'une critique profonde que la plasticité du modèle de l'État national ne peut que difficilement, sinon aucunement, intégrer, nous forçant ainsi à tâtonner une nouvelle compréhension de nos rapports politiques.

Sébastien MALETTE
Université Laval, Québec